

ASSEMBLEE - DEBAT
MERCREDI 8 FEVRIER 2012
SALLE DUMONT à 19H30

avenue Gallieni – **AULNAY-SOUS-BOIS**, (dans le parc de la bibliothèque – près de la gare RER)

**COMMENT EMPECHER LA FERMETURE DE PSA
AULNAY**

ET LE LICENCIEMENT DE SES 3100 SALARIES ?

Les faits : -Le Parisien de mardi 24 janvier publie un plan de l'usine montrant que près de la moitié du site est déjà vide, et un article explique que PSA cherche des locataires !

-Le Directeur des Ressources Humaines de PSA a refusé de s'engager devant les élus au comité d'entreprise sur le maintien des deux équipes au-delà de 2012.

Le PDG de PSA Philippe Varin veut fermer l'usine d'Aulnay, peut-être même avant 2014 !

Il n'a pas hésité à déclarer qu'un ouvrier d'Aulnay lui coûtait 30 € de l'heure alors qu'un ouvrier portugais revient à 10 € et un ouvrier chinois à 5 € !

Alors demander comme le maire d'Aulnay et d'autres le maintien de l'usine « au moins jusqu'en 2016 » (date de fin de fabrication du modèle C3), n'est-ce pas considérer cette fermeture comme inéluctable ?

La revendication : « **MAINTIEN DU SITE AVEC TOUS SES SALARIES** » n'est-elle pas la seule à pouvoir souder l'unité ?

N'ont-ils pas raison ces salariés de PSA qui déclarent dans un appel en train de circuler dans l'usine : « **Seule la force unie des travailleurs et de leurs syndicats par le blocage de l'usine et par la grève totale peut faire reculer le patron. Et s'il refuse de céder, alors ne faudra-t-il pas le blocage pour imposer au gouvernement la réquisition de l'entreprise ?** »

Comment empêcher cette catastrophe sociale annoncée ? Ne faut-il pas que tous les élus, candidats se réclamant du mouvement ouvrier prennent position clairement pour le maintien du site sans condition et pour la réquisition de l'usine si nécessaire ?

Vous lirez au verso quelques réponses aux questions suivantes, dont nous débattons également dans notre assemblée du mercredi 8 février :

- **Pourquoi accepter le financement de la Sécu par la TVA sociale et/ou la CSG, c'est tuer la Sécu de 1945 ?**

- **Pourquoi affirmez-vous qu'il est nécessaire de « rompre avec l'Union européenne » si l'on veut interdire les licenciements et renationaliser les entreprises privatisées ?**

- **Pourquoi faut-il considérer la dette comme totalement illégitime et exiger son annulation, et non demander « un audit » de la dette comme le réclament certains ?**

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 10 ET 17 JUIN

2012



Le Parti Ouvrier Indépendant présente 103 candidats dans toute la France, et dans la 10e circonscription de Seine Saint-Denis (AULNAY-PAVILLONS-BONDY SUD-EST) :

Michel **LEFEBVRE**, enseignant de collège en retraite,

Comme à Aulnay le 8 février, le POI organise 300 assemblées-débats

Par la voix de Standard and Poor's qui exige que soient brisées, en France, « *les rigidités du marché du travail* », c'est le capital financier international – et ses instruments: FMI, Union européenne, Banque centrale européenne – qui passe à l'offensive.

Les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les retraités, les paysans sont saisis, face à l'ampleur des coups qui s'abattent sur eux.

Dans son sommet social du 18 janvier, Sarkozy s'est attaché à traduire les exigences du capital financier : il a appelé les syndicats à partager son « diagnostic » pour réduire le « coût du travail », annoncé des mesures radicales pour modifier le mode de financement de la Sécurité sociale et le Code du travail au nom de la compétitivité. Confrontés à cette offensive sans précédent, les travailleurs ne peuvent que s'interroger sur les réactions qu'elle suscite.

Certes, tout le monde proteste, et à juste titre, contre la TVA sociale. Mais peut-on, comme le propose Hollande (et d'autres avec lui) « opposer » à cela l'augmentation de la CSG, c'est-à-dire, là aussi, le transfert vers un impôt?

Tout le monde s'indigne contre les délocalisations, mais la vague de licenciements s'accélère, les travailleurs qui n'ont pas perdu leur emploi sont contraints à des contrats précaires et des salaires de misère, partout les services publics sont soumis à la privatisation et au démantèlement... mais le gouvernement ne s'en est pas caché, son objectif est — sous prétexte de crise — de remettre en cause des pans entiers du Code du travail. Peut-on ne pas le dire ?

Des milliers de milliards d'euros de fonds publics sont servis aux banquiers et spéculateurs pour les renflouer...et le « coût du travail » serait trop élevé !!!

Cette manne publique accordée à la classe capitaliste est saisie par elle comme un encouragement à licencier toujours davantage, et à pressurer le travailleur... et l'urgence serait à réduire le coût du

travail ?! Reprenant les exigences du Medef, Sarkozy veut donc aujourd'hui introduire la TVA sociale, c'est-à-dire transférer à l'impôt le plus injuste les milliards de cotisations dus par les patrons.

Est-il possible de faire comme si c'était acceptable, ou d'y « opposer » la variante du transfert à la CSG ?

La Sécurité sociale est financée par les cotisations (salariales comme patronales), toutes les deux dues par les patrons. Remettre en cause ce financement, c'est étrangler la Sécurité sociale. Depuis 20 ans, date de la création de la CSG, les exonérations de cotisations n'ont cessé de grimper pour atteindre près de 30 milliards d'euros en 2010. Loin de permettre la croissance et l'emploi, ces exonérations ont encouragé les licenciements et le chômage.

Est-il, oui ou non, légitime de s'inquiéter de voir ainsi se dessiner un possible « consensus » pour remettre en cause le financement de la Sécurité sociale par le salaire différé? Un tel consensus (dans lequel on voudrait entraîner le mouvement ouvrier) pourrait-il aboutir à autre chose qu'à plus de misère et de destruction ?

C'est pour poser ces questions que le Parti ouvrier indépendant organise dans tout le pays 300 assemblées-débats.

Il s'agit d'aider ce mouvement qui dresse les revendications ouvrières et démocratiques — et au premier rang, la défense de la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé, comme la défense des emplois menacés dans tout le pays — à se frayer sa voie contre toutes les tentatives d'accompagnement des politiques de la troïka FMI-UE-BCE.

A l'opposé de la tentative d'imposer le carcan du consensus destructeur, il s'agit d'aider à la réalisation de l'unité des travailleurs, des jeunes, des retraités, des élus et des organisations, l'unité sur le terrain de la lutte de classe, celui-là même sur lequel ont été arrachées les conquêtes fondamentales dont on veut aujourd'hui nous priver

Il s'agit d'aider à ouvrir la voie à la mobilisation unie qui imposera **la rupture avec l'Union européenne, l'annulation de la dette**, la voie de la défense et de la préservation des droits de la population.

L'indépendance du mouvement ouvrier exige de dire : « **Dehors la troïka FMI-UE-BCE !** » Elle conduit le Parti ouvrier indépendant à soutenir l'appel des 160 militants qui ont mis en avant **la nécessité de l'indépendance du mouvement ouvrier**, à **soutenir le mouvement des maires contre la réforme territoriale** et à présenter ses propres candidats aux élections législatives pour aider des regroupements sur cette base.

En un mot: il s'agit d'aider à l'ouverture d'une large discussion pour avancer vers une issue conforme aux besoins du peuple.

Pour notre part, il s'agit aussi d'aider à la construction d'un **authentique parti ouvrier indépendant**, point d'appui solide pour la préparation des luttes de classe à venir, contre tout consensus, pour la défense et la préservation des seuls intérêts des opprimés et des exploités, contre le capital financier, contre les banques, les agences de notation, les institutions internationales et les gouvernements à leur service.